

Le Taux réel du chômage en France est de 20%

Article rédigé par *Marc Rousset*, le 05 décembre 2017

source[Boulevard Voltaire]La situation est bien plus dramatique.

En France, il y a cinq catégories de personnes à Pôle emploi :

- les chômeurs de la catégorie A, des demandeurs d'emploi sans aucune activité ;
- les chômeurs de la catégorie B, des personnes exerçant une activité réduite courte de 78 h ou moins dans le mois ;
- les chômeurs de la catégorie C, des personnes en activité réduite longue (plus de 78 h dans le mois) ;
- les personnes de la catégorie D, des personnes sans emploi et non immédiatement disponibles car en formation, stage, contrat de sécurisation professionnelle, maladie ;
- les personnes de la catégorie E, des personnes non tenues de chercher un emploi car, par exemple, créations d'entreprises ou contrats aidés.

Fin octobre 2017, selon Pôle emploi, le nombre de demandeurs d'emploi (y compris les départements d'outre-mer) s'élevait à 3.742.000 personnes pour la catégorie A. Si l'on ajoute simplement les catégories A, B et C, ce nombre s'établit déjà à 5.923.200 personnes !

La population active, selon l'INSEE, en âge de travailler étant de 28,4 millions de personnes, cela donne déjà un taux de chômage minimum de 20 %, soit le double du taux annoncé et généralement retenu par les Français de 10 %.

Mais la situation est bien plus dramatique, car incorporer les 6,9 millions de fonctionnaires et agents publics dans la population concernée par le chômage minimise le taux réel du chômage. En effet, les fonctionnaires évitent le risque du chômage puisque le statut de fonctionnaire procure un emploi à vie. Ce serait comme si on rapportait le taux de cancer du sein à la population hommes et femmes. Si l'on exclut le nombre de fonctionnaires et d'agents publics, le taux réel de chômage du secteur privé salarié en France, sans même tenir compte des personnes catégories D et E, peut donc être estimé à 28 %. Et ne parlons pas du rôle d'éponge à chômeurs que joue, en France, une fonction publique pléthorique, notamment avec l'explosion des embauches dans les collectivités territoriales ces dernières années. Si l'on retire, enfin, les indépendants et professions libérales qui n'ont pas droit au chômage, on se retrouve même avec un taux de chômage du secteur privé salarié atteignant 30 % de la population active.

Bref, un salarié sur trois du secteur privé serait aujourd'hui effectivement au chômage.

Il importe, aussi, d'être conscient du « chômage camouflé », ce qu'ont toujours compris la plupart des gouvernements, et tout particulièrement ceux de François Hollande, qui consiste à faire passer des chômeurs de catégorie A dans les catégories D et E (stages, formations, contrats aidés).

Enfin, si l'on tient compte des auto-entrepreneurs, du grand nombre de précaires tels que les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation adulte handicapé (AAH), des bénéficiaires de certaines allocations qui dépassent un certain seuil (pensions alimentaires) non inscrits à Pôle emploi, on prend encore mieux conscience du très grand nombre de personnes inactives sans que ces personnes dans un état précaire, handicapé ou inoccupé soient des chômeurs pour autant.

Il nous paraît donc possible d'affirmer que le taux de chômage réel en France n'est pas de 10 % mais d'au minimum 20 % !

Or, ce déni sur les chiffres du chômage explique que certains économistes, relayés par exemple par Jean-Pierre Robin dans sa dernière chronique du *Figaro* du 28 novembre, ne comprennent pas pourquoi l'inflation ne repart pas. Pour eux, la courbe de Phillips, qui voudrait que l'inflation reprenne avec la diminution du chômage, ne joue plus. Elle se serait par miracle soudainement et bizarrement aplatie ! En fait, la courbe de Phillips est toujours bien là, inchangée dans sa forme courbée jouant parfaitement son rôle explicatif car le taux de chômage à regarder sur l'axe des abscisses est 20 % et non pas le taux de chômage officiel annoncé de 4,7 % aux États-Unis, de 10 % en France.

Enfin, si 42 % des chefs d'entreprise ont, dans certains secteurs, des difficultés à embaucher, ce n'est pas parce que le taux de chômage est bas, mais parce qu'il manque du personnel qualifié et compétent pour les technologies anciennes et nouvelles. En Allemagne, sur le million d'immigrés entrés par effraction, suite à la trahison de madame Merkel, un très faible pourcentage seulement a trouvé un emploi effectif, car ils sont inadaptés aux emplois proposés.